

Élections régionales espagnoles : fin de règne pour Pedro Sánchez ?

Monde

Par Louis Andrieu

Publié le 9 juin 2026

Diplômé en Administration Publique de Sciences-Po Paris (promotion 2018)

En l'absence d'élection nationale avant l'été prochain, le Premier ministre socialiste espagnol, Pedro Sanchez, est confronté à une série d'élections régionales indiquant des rapports de force nationaux. La force des listes d'implantation locale, la dispersion des forces de gauche et la montée de l'extrême droite rendent difficile la lecture des résultats de cette série de consultations.

En juin 2026, Pedro Sánchez fête ses huit ans à la Moncloa. Il dépasse déjà en longévité ses deux prédécesseurs de droite, José María Aznar (1996-2004) et Mariano Rajoy (2011-2018), et devient le deuxième chef de gouvernement le plus endurant de la démocratie

espagnole, derrière Felipe González (1982-1996). Faute de scrutin national à l'horizon immédiat — et après des européennes de 2024 où son parti, à 30,2 %, résistait honorablement malgré un recul de deux millions de bulletins difficile à interpréter dans une participation en chute de quatorze points —, ce sont les élections régionales qui font office de baromètre politique. Médias et opposition de droite y lisent l'état de la popularité du Premier ministre et le jugement porté sur son bilan. À bon droit ?

La question mérite d'être posée, car la géographie de ces scrutins n'a rien d'innocent. Jusqu'en 2023, douze des dix-sept communautés autonomes — le terme désignant les régions politiques et administratives espagnoles — renouvelaient leur parlement tous les quatre ans, en même temps que les élections municipales. L'anticipation des élections en Estrémadure et en Aragon, le scrutin castillan arrivé à terme et l'andalou anticipé d'un mois ont transformé la vie politique en campagne permanente : quatre régionales en cinq mois, du 21 décembre 2025 au 17 mai 2026, toutes dans des territoires gouvernés par le Parti populaire (PP) conservateur. On ne trouvera pas de preuve écrite d'une stratégie concertée pour précipiter les urnes et fragiliser l'exécutif de gauche. Mais les meetings des dirigeants du PP, comme les appels de Santiago Abascal, patron de Vox, à « sanctionner Sánchez », disent assez la nationalisation de ces rendez-vous. Sánchez lui-même avait convoqué les législatives de juillet 2023 au lendemain de régionales décevantes, le 28 mai, où son camp n'avait conservé que les Asturies, la Castille-La Manche et la Navarre. La tentation, à droite, est de démontrer région après région que les socialistes n'ont plus ni popularité ni légitimité, et qu'un retour aux urnes nationales s'impose — ce que l'exécutif refuse, assurant que la législature ira à son terme. L'Espagne échappera-t-elle au précédent français de 2024, où Emmanuel Macron tira la décision de dissoudre d'un revers aux élections européennes ?

Un cycle, quatre scrutins : la nationalisation des régionales

Encore faut-il s'entendre sur ce que ces scrutins mesurent. Le mode de scrutin régional reproduit celui des législatives : les sièges se répartissent par province — l'équivalent du département français —, seul le Pays basque garantissant l'égalité entre ses trois provinces. Cette stratification produit trois effets que l'on retrouve, à des degrés divers, dans les quatre régions.

Le premier est la surreprésentation des forces concentrées sur un seul territoire. Le suffrage n'étant pas régionalisé, un parti réunissant 4 ou 5 % à l'échelle de la communauté peut obtenir moins d'élus qu'une formation présente dans une seule province mais y maximisant son score. En Aragon, le parti Aragón Existe — héritier de Teruel Existe —, avec 3,6 % régionaux mais près de 13 % dans la province de Teruel, décroche deux sièges quand IU-Sumar, mieux réparti, n'en obtient qu'un. En Castille-et-León, les mouvements Por Ávila et Soria ¡Ya! entrent au parlement avec moins de 1 % régional, là où l'alliance IU-Sumar, avec un score trois fois supérieur, reste bredouille. Ces partis ultra-localistes dispersent en outre le vote de gauche : ils font passer la défense de territoires ruraux négligés — par une économie et un urbanisme espagnols bien plus centralisés qu'on ne le croit — pour du progressisme.

Le deuxième effet pénalise la droite de gouvernement.

L'absence de prime majoritaire prive le premier parti du bonus qui, dans un système à la française, récompense la tête de liste : un PP à 43 % comme en Estrémadure y aurait empoché un quart des sièges avant toute répartition proportionnelle. Le scrutin à un seul tour interdit aussi la concentration des voix ou le vote utile en faveur de la liste de tête. Or le PP demeure très au-dessus de Vox — vingt-six points d'avance en Estrémadure,

plus de seize en Aragon —, si bien qu'il paie cette mécanique au prix fort. Le troisième effet joue en sens inverse : la méthode d'Hondt, en pondérant la proportionnelle, avantage les listes de tête et lamine les petites formations de gauche.

Ces règles posées, les résultats se laissent lire d'un coup d'œil.

	Estrémadure 21 déc. 2025	Aragon 8 févr. 2026	Castille-et-León 15 mars 2026	Andalousie 17 mai 2026
Sièges (majorité)	65 (33)	67 (34)	82 (42)	109 (55)
Participation	60,8 %	65,1 %	59,7 %*	64,8 %
PP	43,1 % — 29 (+1)	34,3 % — 26 (-2)	35,5 % — 33 (+2)	41,5 % — 53 (-5)
PSOE	25,8 % — 18 (-10)	24,3 % — 18 (-5)	30,7 % — 30 (+2)	22,7 % — 28 (-2)
Vox	16,9 % — 11 (+6)	17,9 % — 14 (+7)	18,9 % — 14 (+1)	13,8 % — 15 (+1)
Autres forces notables	Unidas por Extremadura 10,3 % — 7 (+3)	CHA 9,7 % — 6 (+3) Aragón Existe 3,6 % — 2 IU- Sumar 2,9 % — 1	UPL 4,4 % — 3 Por Ávila 0,9 % — 1 Soria ¡Ya! 0,7 % — 1 (-2) IU- Sumar 2,2 % — 0	Adelante Andalucía 9,6 % — 8 (+6) Por Andalucía 6,3 % — 5

*Pourcentage des suffrages exprimés et nombre de sièges ; entre parenthèses, variation depuis le scrutin précédent. **

Participation totale, vote des résidents à l'étranger compris ; la participation des seuls résidents passe de 58,8 % à 65,7 %.

Sources : commissions électorales régionales, Wikipédia, eldiario.es, Demócrata, Euronews.

La défaite socialiste et son démenti castillan

Trois des quatre scrutins racontent d'abord l'effondrement du PSOE. En Estrémadure, le 21 décembre, le parti signe son pire résultat historique : 25,8 % et dix-huit sièges, dix de moins qu'en 2023. Le choc est d'autant plus rude que, contrairement aux sociaux-démocrates européens qui compensent leurs

faiblesses rurales par le vote urbain, les socialistes extrémègnes sont distancés dans les villes — relégués à la troisième place à Badajoz, derrière l'extrême droite, et talonnés par Vox à Mérida, la capitale régionale. En Aragon, le 8 février, le PSOE de Pilar Alegría frôle son plancher de 2015 : 24,3 % et dix-huit sièges, cinq de moins. Deux causes se conjuguent : la démobilisation d'un électorat déçu par le bilan de Sánchez, et l'effet de surprise d'un vote anticipé — celui d'Estrémadure, quatre jours avant Noël, ayant favorisé une forte abstention.

Cette chute n'est nulle part compensée par les partis situés à la gauche du PSOE — un démenti à la théorie du sinistrisme. En Estrémadure, où Podemos et Sumar se présentaient unis, exception parmi les quatre scrutins, les dix-sept mille voix gagnées par ce camp ne compensent pas les cent huit mille perdues par les socialistes. Le report espéré des déçus vers la gauche de la gauche n'a pas eu lieu.

La Castille-et-León, le 15 mars, vient pourtant démentir ce récit de déroute. Le PSOE de Carlos Martínez y progresse : 30,7 % et trente sièges, deux de plus qu'en 2022, à moins de cinq points d'un PP qui en compte trente-trois. Maire de Soria au bilan reconnu, Martínez remporte sa province aux dépens de Soria ¡Ya!, enlève celle de León et talonne le PP à moins d'un point à Burgos, à moins de deux à Palencia. La conjonction d'une participation en hausse — l'abstention des résidents recule de plus de sept points —, d'une candidature ancrée localement et d'un sursaut de dernière heure de l'électorat de gauche, porté par l'opposition de Sánchez à la guerre contre l'Iran, explique ce sursis. Le PSOE n'y gouvernera pas pour autant : même en tête dans plusieurs provinces, il bute sur sa solitude. Contrairement au PP, qui dispose de l'appoint de Vox, il ne trouve aucun allié pour compléter ses sièges — il lui en manquerait sept pour gouverner avec l'Union du Peuple Léonais, Soria ¡Ya! et Por Ávila, coalition que tout sépare. « Résister avec honneur » n'est pas gouverner.

La poussée de Vox, le piège du PP

Le second fil rouge est l'ascension de Vox. Le parti d'Abascal double sa représentation en Estrémadure (de cinq à onze sièges, 16,9 %) comme en Aragon (de sept à quatorze, près de 18 %), gagne un siège en Castille (18,9 %) et un autre en Andalousie (13,8 %). Le phénomène reproduit le transfert français de LR vers le Rassemblement national : une fraction de l'électorat de droite migre vers ce qu'elle perçoit comme la « vraie droite », solution neuve à expérimenter. En Aragon, le dynamisme conservateur dans les grandes villes ne vient que de Vox — quatre à six points gagnés à Saragosse et Huesca, quand le PP stagne. Vox y capte même le vote protestataire qu'incarnait Teruel Existe : la baisse de dix points de ce dernier dans la capitale provinciale correspond presque exactement à la hausse de l'extrême droite, qui ravit aux socialistes la deuxième place.

La Castille nuance toutefois le récit d'une vague irrésistible : Vox y espérait franchir les 20 % et n'y parvient pas, freiné par ses divisions internes et par son alignement sur Donald Trump dans la guerre contre l'Iran, impopulaire auprès des électeurs espagnols. Sa progression réelle ne doit pas masquer qu'elle se heurte à un plafond.

Car ces scrutins sont aussi, et peut-être surtout, des échecs du PP. Le parti a convoqué — ou laissé venir — ces élections dans l'espoir de la majorité absolue ; il ne l'obtient nulle part. En Estrémadure, il échoue à deux sièges près et ne fait investir María Guardiola qu'en avril, avec les voix de Vox, après un premier vote manqué. En Aragon, Jorge Azcón perd deux sièges et sort de son pari plus dépendant de Vox qu'il n'y était entré : une victoire au goût de défaite, dans cette région réputée « Ohio espagnol » parce qu'elle regroupe une très grande ville (Saragosse), une région incarnant la désertification

démographique d'une partie de l'Espagne (Teruel) et un espace montagneux transfrontalier (Huesca). En Andalousie, Juan Manuel Moreno perd cinq sièges et la majorité absolue, à deux élus du seuil. Partout la même issue : gouverner avec Vox, en coalition ou sous condition d'un soutien sans participation, l'extrême droite étant en position d'exiger des gages — la « préférence nationale » au premier chef. Là où les deux droites l'emportent, c'est dans les villes ; et leur potentiel s'arrête aux portes des territoires à forte identité, où le PNV basque oppose sa bonne gestion à un Vox qui nie leurs droits propres — limite que l'on retrouve en Catalogne.

Localismes et gauche introuvable

Reste le double symptôme d'un paysage fragmenté : la vitalité des localismes et l'introuvable unité de la gauche. Les premiers — Aragón Existe, Union du Peuple Léonais, Soria ¡Ya!, Por Ávila — profitent du maillage provincial, qui conditionne la répartition des députés, et d'un identitarisme ultra-local, mais voient désormais Vox grignoter leur vote de protestation : Soria ¡Ya! perd ainsi deux de ses trois sièges castillans. Quant à la gauche de la gauche, elle s'enfonce dans un effacement durable. Podemos, ancienne incarnation du renouveau, est passé en trois ans de 4,0 à 0,9 % en Aragon, a perdu son dernier élu castillan et, fidèle à une stratégie jusqu'au-boutiste, refuse pour l'heure toute coalition. IU-Sumar ne pèse qu'un siège, ici ou là.

C'est précisément la non-compensation de l'effondrement socialiste en Estrémadure et en Aragon qui a fait prendre conscience aux gauches nationales et régionalistes qu'elles ne pouvaient plus se concurrencer. L'Andalousie, le 17 mai, offrait le premier test grandeur nature d'une candidature unitaire, sur le modèle de Sumar qui avait talonné Vox aux dernières législatives. Première surprise : ce n'est pas l'alliance unitaire,

Por Andalucía, qui en sort renforcée, mais le mouvement régionaliste de gauche, Adelante Andalucía. Avec 9,6 % et huit sièges — le quadruple de 2022 —, il réalise le *sorpasso* sur Por Andalucía (6,3 %, cinq sièges). L'alliance de la fierté andalouse — « con y desde el Sur » — et de la défense des services publics a fonctionné, au point qu'on parle d'une « troisième vague andalouciste », après celle des années 1930 et celle qui suivit la transition démocratique^①. Mais cette poussée n'atteint pas même le dixième des suffrages, et le système électoral ne récompense que partiellement les non-victoires.

Le piège andalou du PP confirme la mécanique d'ensemble : gagnant des voix mais voyant la participation grimper, Moreno perd en pourcentage ce qu'il croyait acquis, et les six sièges d'Adelante Andalucía comme celui de Vox le font passer sous la barre^② de la majorité des sièges. La percée régionaliste ne masque pas pour autant l'étroitesse du socle de gauche : sur les trente villes de plus de cinquante mille habitants, le bloc PSOE–Por Andalucía–Adelante n'en gagne qu'une, Cadix, tandis que les deux droites l'emportent de plus de vingt points à Grenade, Jaén, Algeciras, Marbella ou Mijas, le PP raflant la quasi-totalité des cent vingt et un mille électeurs de l'ex-centriste Ciudadanos^③. Vox, à 13,8 %, gagne 80 000 bulletins mais Adelante Andalucía 132 000 — signe, à gauche, d'une capacité à mobiliser la jeunesse.

Le projet d'alliance unitaire de la gauche du PSOE bute enfin sur deux obstacles. Le choix d'une tête de liste, d'abord : Yolanda Díaz, Ministre du Travail louée pour sa réforme de l'emploi ayant favorisé les CDI et réduit les embauches temporaires, ne se représentant pas, le nom de Gabriel Rufián circule, populaire mais marqué par l'indépendantisme catalan. Le localisme électoral, ensuite, qui imposerait de mêler sur les mêmes listes candidats de Sumar ou d'Izquierda Unida et autonomistes — équation explosive en Catalogne, en Galice et au Pays basque. Faut-il y inclure l'Union du Peuple Léonais ou Soria ¡Ya!, au risque de les contraindre à se situer enfin sur l'axe gauche-

droite ? À Ávila, le 15 mars, les 2,1 % de Sumar et Podemos n'ont servi à rien quand Por Ávila empochait un siège avec 14 % : dans un système où chaque élu compte, s'en priver coûterait cher.

Un plafond, plus qu'un verdict

Que retenir de ce cycle ? Que le cœur du problème n'est ni Vox ni le mode de scrutin, mais l'étiage historique du PSOE et l'épuisement des réserves de voix à sa gauche. La mobilisation elle-même n'y suffit plus : en Andalousie, la participation a bondi de près de neuf points sans profiter à la gauche ; en Castille-et-León, une affluence accrue n'a permis aux socialistes que de « résister avec honneur ». Seules les législatives anticipées de 2023 avaient su créer, par la peur d'une droite alliée à l'extrême droite, l'urgence mobilisatrice capable de sauver un exécutif progressiste.

De là une asymétrie décisive. Le PSOE joue à un contre deux : ses alliés de gauche ne lui apportent pas l'appoint d'élus que Vox fournit au PP, et les régionalistes se refusent aux deux droites nationales, trop radicales sur les identités et les langues. À l'échelle régionale, faute de second tour, les électeurs d'extrême gauche ne peuvent se reporter sur la gauche de gouvernement comme en France. Le PSOE a beau être le premier parti à gauche, il reste prisonnier de sa solitude.

Reste la projection que tout analyste tire d'une Andalousie érigée en laboratoire — région la plus peuplée, terre de domination historique du socialisme : à résultats nationaux comparables, la gauche perdrait huit députés, le régionalisme ne compensant pas les pertes de l'extrême gauche⁴. Voilà ce qui se lit avec inquiétude à Madrid. Les régionales de 2026 ne sont donc pas le verdict que la droite y cherche ; elles sont la radiographie d'une gauche dont la base sociale s'est resserrée au point que seule la peur la fait voter. La vraie question, pour 2027, n'est pas de savoir si le règne de Sánchez s'achève, mais si

son volontarisme — celui d'un homme battu en voix lors des dernières législatives et pourtant maintenu au pouvoir — suffira encore, le jour où il faudra convaincre au-delà du réflexe défensif.

Notes

- ① https://www.eldiario.es/andalucia/generacion-mollete-caldo-cultivo-explica-sorpresa-adelante-andalucia_1_13228933.html
- ② https://cordopolis.eldiario.es/cordoba-hoy/sociedad/pp-gano-91-mesas-electorales-cordoba-capital-85-provincia_1_13229461.html
- ③ https://cordopolis.eldiario.es/cordoba-hoy/sociedad/caladero-121-000-votos-ciudadanos-2022-pp-pescado_1_13230537.html
- ④ https://www.eldiario.es/andalucia/quedarian-diputados-andalucia-congreso-si-generales-vota-igual-izquierda-perderia-ocho-escaños_1_13229086.html